

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/LIC/N/3/KOR/3

14 juin 2002

(02-3317)

Comité des licences d'importation

Original: anglais

RÉPONSES AU QUESTIONNAIRE SUR LES PROCÉDURES DE LICENCES D'IMPORTATION¹

Notification au titre de l'article 7:3 de l'Accord
sur les procédures de licences d'importation

CORÉE

La Mission permanente de la Corée a fait parvenir au Secrétariat la notification ci-après, datée du 16 mai 2002.

Description succincte des régimes

1. La Corée a continué de réduire les réglementations liées au commerce, car elle souscrit au principe du libre-échange dans la conduite de ses activités d'exportation et d'importation. Dans ce contexte, les restrictions au commerce, s'il en existe, sont limitées au strict minimum.

Aucune formalité de licence (depuis le 6 juin 1993), d'enregistrement (depuis le 30 décembre 1996) ou de notification (depuis le 1^{er} janvier 2000) n'est nécessaire pour être importateur ou exportateur. L'Association coréenne pour le commerce international (KITA), organisme privé, attribue sur demande un numéro d'activité commerciale à toute personne qui souhaite exercer de telles activités, et ce uniquement à des fins statistiques.

La Loi sur le commerce extérieur est la loi fondamentale régissant les échanges internationaux entre la Corée et les autres pays. Les produits particuliers qui sont soumis à des restrictions à l'exportation et/ou à l'importation sont énumérés dans l'Avis concernant les importations et les exportations publié par le Ministère du commerce, de l'industrie et de l'énergie (MOCIE).

Outre la Loi sur le commerce extérieur, 52 autres lois prévoient également des prescriptions en matière d'approbation ou d'autorisation applicables à certains produits qui peuvent être importés sur présentation de certificats, d'autorisations et de certificats d'homologation. Ces prescriptions visent principalement à assurer la protection de la moralité publique, de la santé des personnes, des règles d'hygiène et des règles sanitaires, de la vie des animaux et des végétaux, de l'environnement ou des intérêts essentiels de sécurité conformément aux prescriptions prévues par la législation nationale ou des engagements internationaux.

¹ Voir l'annexe du document G/LIC/3 pour le questionnaire.

Par souci de transparence et pour la commodité des sociétés commerciales, le MOCIE met à jour chaque semestre l'Avis récapitulatif, document unique contenant toutes les prescriptions en matière de certification des exportations et des importations prévues dans les 52 lois nationales.

Le 1^{er} juillet 1997, comme suite à la modification de l'Avis concernant les importations et les exportations, l'importation de 77 produits correspondant à des positions à dix chiffres du système harmonisé coréen - dont la viande de porc, la viande de volaille, les anguilles, les crevettes, le miel naturel et les oranges - a été libéralisée, ce qui a porté le taux de libéralisation des importations de 99,3 à 99,9 pour cent; ce taux est calculé en divisant le nombre total des positions à dix chiffres du système harmonisé coréen par le nombre de produits soumis à des restrictions à l'importation en vertu de la Loi sur le commerce extérieur.

Les restrictions à l'importation qui visaient encore huit produits à base de viande de bœuf ont été levées le 1^{er} janvier 2001 comme prévu. À l'heure actuelle, la Corée n'applique plus aucune restriction quantitative à l'importation sauf en ce qui concerne le riz.

Objet et champ d'application du régime des licences

2. Depuis janvier 2002, aucune restriction quantitative à l'importation n'est appliquée à des positions à dix chiffres du système harmonisé coréen sauf en ce qui concerne le riz. Les prescriptions à l'importation prévues par les 52 lois nationales visent les produits suivants: pétrole, GPL (gaz de pétrole liquéfié), engrais destinés à l'agriculture, semences agricoles, animaux et produits d'origine animale, matières nucléaires, stupéfiants, produits et additifs alimentaires, publications étrangères, armes à feu et explosifs. La liste des lois régissant les importations autres que la Loi sur le commerce extérieur est la même que celle qui figure dans l'Annexe II de la notification précédente de la Corée (G/LIC/N/3/KOR/2), à une exception près, celle de la Loi sur la sériciculture qui a été abolie le 21 janvier 1999.²

3. Le régime s'applique aux marchandises de toutes origines et provenances.

4. Toutes les réglementations relatives à l'importation, à l'exception de celles qui concernent le riz, ne visent pas à restreindre la quantité ou la valeur des importations. Leur objectif est de protéger la sécurité nationale, la santé et la vie des personnes et des animaux ou de préserver les végétaux, ainsi que de protéger l'environnement, etc., conformément aux articles XX et XXI du GATT de 1994, à d'autres Accords de l'OMC et à d'autres règles ou accords internationaux.

5. Le système d'autorisation des importations est appliqué en vertu de la Loi sur le commerce extérieur et de son décret d'application, du Règlement relatif à la gestion des échanges et de l'Avis concernant les importations et les exportations.

Les prescriptions relatives à l'importation sont énoncées dans les 52 lois nationales dont la liste figure dans l'Annexe II de la notification précédente de la Corée (G/LIC/N/3/KOR/2), à une seule exception près, celle de la Loi sur la sériciculture qui a été abolie le 1^{er} janvier 1999. Les conditions détaillées de l'autorisation figurent dans les décrets et les règlements d'application de ces 52 textes.²

L'exécutif ne peut ni abroger ni modifier le système d'autorisation des importations sans l'accord du législatif, mais une certaine marge de manœuvre est laissée à l'administration puisque la décision de soumettre un produit particulier à un règlement à l'importation revient à l'exécutif.

² Voir l'Annexe I pour la liste révisée.

Procédures

6.I Les tableaux des taux de droits qui sont annexés à la Loi douanière contiennent des renseignements sur le volume total des contingents d'importation applicables au riz et peuvent être consultés par le public sur le site Internet de l'Assemblée nationale coréenne. Les formalités à remplir pour l'attribution de parts des contingents d'importation et des licences d'importation concernant le riz sont énoncées dans la Loi sur la gestion des céréales vivrières, qui est également accessible sur Internet.

II. Le volume total du contingent et du sous-contingent attribués à chaque importateur est fixé pour l'année. Les importateurs peuvent importer des produits dans la limite du contingent qui leur a été attribué à tout moment de l'année contingentaire.

III. L'attribution des contingents n'est pas limitée aux producteurs nationaux de produits similaires. Chaque société doit rétrocéder le reliquat non utilisé des attributions contingentaires et les contingents non utilisés sont réattribués à d'autres importateurs remplissant les conditions requises sur une base annuelle. Les contingents non utilisés ne sont pas ajoutés aux contingents de l'année suivante. Afin de protéger le secret des affaires, la liste des importateurs auxquels les contingents ont été attribués n'est pas portée à la connaissance des pays exportateurs.

IV. Un délai d'au moins 30 jours est accordé pour les demandes d'attribution de contingents.

V. En vertu de la Loi sur la gestion des céréales vivrières, le délai maximum pour l'examen des demandes d'importation de riz est de 20 jours.

VI. Aucun délai minimum n'est prévu entre ces deux dates.

VII. Les demandes d'attribution de contingents et les demandes de licences d'importation de riz sont examinées par un seul organisme, le Ministère de l'agriculture.

VIII. Les contingents sont attribués essentiellement d'après les importations de périodes antérieures. Une fraction du contingent est allouée aux nouveaux demandeurs remplissant les conditions requises. Les demandes d'attribution de contingents sont examinées simultanément et les demandes de licences d'importation le sont au fur et à mesure de leur réception.

IX-X. Sans objet.

XI. Non.

7. Sans objet. Il n'existe pas de procédures de licences pour les produits non assujettis à des restrictions quantitatives à l'importation.

8. Une demande d'autorisation ne peut pas être rejetée si elle satisfait aux critères établis.

Conditions requises des importateurs pour être habilités à demander une licence

9. a) Dans le cas des produits soumis à des restrictions à l'importation en vertu de la Loi sur le commerce extérieur, les contingents sont attribués aux utilisateurs finals. Toutefois, en ce qui concerne le riz, les importateurs habilités sont généralement désignés par le Ministère de l'agriculture, conformément à la Loi sur la gestion des céréales vivrières.

b) Aucune formalité de licence (depuis le 6 juin 1993), d'enregistrement (depuis le 30 décembre 1996) ou de notification (depuis le 1^{er} janvier 2000) n'est requise pour être importateur ou exportateur dans le cadre de régimes non restrictifs.

L'Association coréenne pour le commerce international (KITA), organisme privé, attribue sur demande un numéro d'activité commerciale à toute personne qui souhaite exercer ce type d'activité, et ce uniquement à des fins statistiques. La KITA publie chaque année une liste de négociants.

Documents et autres formalités à remplir lors de la demande d'une licence

10. La demande de licence doit être accompagnée d'une copie de l'offre ou du contrat et des autres documents requis.

11. Dans le cas uniquement des produits soumis à des restrictions à l'importation, il faut présenter, lors de l'importation effective, la déclaration d'importation, l'autorisation d'importation, la facture commerciale, le connaissement et les autres documents nécessaires.

12. Il n'est perçu ni droit de licence ni redevance administrative.

13. La délivrance de la licence n'est pas assortie de la condition du versement d'un dépôt ni d'un paiement préalable.

Conditions attachées à la délivrance des licences

14. La durée de validité d'une autorisation à l'importation est d'une année. Cette période peut toutefois être prolongée ou raccourcie, en fonction des circonstances particulières, lorsque l'autorisation est délivrée par les organismes administratifs pertinents.

15. Aucune sanction n'est appliquée en cas de non-utilisation totale ou partielle d'une licence.

16. Les licences ne sont pas cessibles entre importateurs.

17. La délivrance d'une licence n'est subordonnée à aucune autre condition.

Autres formalités

18. Les importations ne sont assujetties à aucune autre formalité administrative préalable, en dehors de celles de la licence et des formalités administratives similaires.

19. Des devises sont fournies automatiquement pour les marchandises dont l'importation est réglée selon les modalités de règlement types. Toutefois, lorsque tel n'est pas le cas et que le règlement doit se faire suivant certains critères fixés par la Loi sur les transactions en devises, - par exemple, lorsque le règlement s'effectue au-delà d'une période déterminée ou que son montant dépasse un montant spécifique dans les transactions comme les paiements différés, les versements échelonnés ou les remises -, il faut obtenir l'autorisation de la Banque de Corée ou du Ministère des finances et de l'économie.

ANNEXE I

Les tableaux ci-après décrivent brièvement les produits faisant l'objet de prescriptions à l'importation et les organismes administratifs compétents en vertu des 52 lois nationales. Chaque ministère est chargé de l'application des lois dont les procédures ou les prescriptions relèvent de sa compétence.

1. Ministère du commerce, de l'industrie et de l'énergie

Loi	Produit visé	Organisme administratif compétent
Loi sur l'industrie du pétrole	Pétrole brut, pétrole	Association coréenne des producteurs de pétrole
Loi sur la sécurité de l'utilisation du gaz à haute pression	Gaz à haute pression, conteneurs et installations	Société coréenne de contrôle de la sécurité du gaz
Loi sur l'industrie du gaz de pétrole liquéfié et la sécurité de son utilisation	Appareils à gaz	Société coréenne de contrôle de la sécurité du gaz
	Propane, butane	
Loi sur le contrôle de la fabrication, etc., de substances spécifiques pour la protection de la couche d'ozone	Substances contrôlées dans le cadre du Protocole de Montréal	Ministère du commerce, de l'industrie et de l'énergie
Loi sur le contrôle de la sécurité des appareils électriques	Appareils électriques déterminés pouvant être dangereux ou provoquer des blessures	Institut national de la technologie et de la qualité
Loi sur la gestion de la fabrication des élévateurs	Appareils électriques déterminés pouvant être dangereux ou provoquer des blessures	Institut national de la technologie et de la qualité
Loi sur la promotion de la gestion de la qualité	Produits de consommation déterminés pouvant être dangereux ou provoquer des blessures	Institut de recherche et d'essais du FITI Institut coréen de recherche et d'essais concernant les machines, les métaux et les produits pétrochimiques Institut coréen de recherche et d'essais pour l'industrie chimique Institut coréen de recherche et d'essais concernant les marchandises
Loi sur les poids et les mesures	Instruments de mesure légaux	Institut coréen de recherche et d'essais concernant les machines, les métaux et les produits pétrochimiques

2. Ministère de l'agriculture

Loi	Produit visé	Organisme administratif compétent
Loi sur la gestion des céréales vivrières	Riz	Ministère de l'agriculture
Loi sur l'utilisation des engrais	Engrais destinés à l'agriculture	Ministère de l'agriculture
Loi sur l'utilisation des produits agrochimiques	Produits agrochimiques	Ministère de l'agriculture
Loi sur la prévention des épidémies du bétail	Animaux et produits d'origine animale	Service national de quarantaine vétérinaire

Loi	Produit visé	Organisme administratif compétent
Loi sur la protection des végétaux	Végétaux et produits d'origine végétale	Service national de phytoquarantaine
Loi sur les principales semences agricoles	Semences agricoles	Administration du développement rural
Loi sur les semences	Semences de légumes destinées à la vente	Association coréenne des producteurs de semences
	Arbres fruitiers destinés à la vente	Administration du développement rural
Loi sur l'élevage	Reproducteurs de race pure	Association coréenne pour l'amélioration des animaux Association coréenne des éleveurs de volaille
Loi sur les produits pharmaceutiques	Médicaments vétérinaires	Ministère de l'agriculture Association coréenne des fabricants de produits vétérinaires
Loi sur l'industrie du ginseng	Ginseng	Service national d'inspection des produits agricoles

3. Administration nationale des forêts

Loi	Produit visé	Organisme administratif compétent
Loi sur la protection de la faune sauvage et du gibier	Faune sauvage	Administration, administrations locales

4. Ministère des affaires maritimes et de la pêche

Loi	Produit visé	Organisme administratif compétent
Loi sur la pêche	Faune et flore marines	Ministère des affaires maritimes et de la pêche

5. Ministère des finances et de l'économie

Loi	Produit visé	Organisme administratif compétent
Loi sur la gestion des devises	Monnaie, billets, titres	Banques cambistes, Banque de Corée
Loi sur l'industrie du tabac	Semences de tabac	Ministère des finances et de l'économie

6. Ministère des sciences et technologies

Loi	Produit visé	Organisme administratif compétent
Loi sur l'énergie atomique	Matières nucléaires	Ministère des sciences et technologies
	Radio-isotopes, générateurs de rayonnements	Association coréenne des utilisateurs de radio-isotopes

7. Ministère de la santé et des affaires sociales

Loi	Produit visé	Organisme administratif compétent
Loi sur les produits pharmaceutiques	Produits pharmaceutiques finis	Ministère de la santé et des affaires sociales Association coréenne de l'industrie pharmaceutique
	Matières pour les médicaments ou la phytothérapie	Association coréenne de l'industrie pharmaceutique
	Appareils médicaux	Coopérative coréenne des fabricants d'instruments médicaux
Loi sur les stupéfiants	Stupéfiants	Ministère de la santé et des affaires sociales
Loi sur le contrôle de l'usage du cannabis	Cannabis	
Loi sur le contrôle des substances psychotropes	Produits pharmaceutiques finis	Association coréenne de l'industrie pharmaceutique
	Matières pour médicaments	
Loi sur l'innocuité des aliments	Produits alimentaires, additifs alimentaires, appareils, conteneurs et emballages	Centre national de quarantaine ou Administration régionale pour le contrôle des produits alimentaires et des médicaments
Loi sur les mesures de quarantaine	Produits déterminés	Centre national de quarantaine ou Administration régionale pour le contrôle des produits alimentaires et des médicaments
Loi sur la santé publique	Produits d'hygiène (détergents par exemple)	Centre national de quarantaine ou Administration régionale pour le contrôle des produits alimentaires et des médicaments
	Matériel récréatif	Ministère de la santé et des affaires sociales

8. Ministère du travail

Loi	Produit visé	Organisme administratif compétent
Loi sur la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles	Substances dangereuses (par exemple allumettes au phosphore blanc, benzidine)	Administration du travail local
	Nouvelles substances chimiques (par exemple éléments chimiques, substances radioactives)	Ministère du travail
	Mesures de protection (par exemple mesures de protection contre les presses)	Société coréenne de sécurité industrielle
	Matériel dangereux (par exemple grues, ascenseurs)	
	Équipements de protection (par exemple casques de protection)	

9. Ministère de l'information et de la communication

Loi	Produit visé	Organisme administratif compétent
Loi sur les ondes radioélectriques	Appareils radio	Laboratoire de recherche sur la radiodiffusion
	Équipement pour le brouillage ou la compatibilité électromagnétiques	
Loi sur les télécommunications de base	Matériel de télécommunication	

10. Ministère de la culture et des sports

Loi	Produit visé	Organisme administratif compétent
Loi sur l'importation et la diffusion des publications étrangères	Publications étrangères	Ministère de la culture et des sports
Loi sur la promotion de l'industrie cinématographique	Films	
Loi sur les enregistrements et les œuvres vidéo	Enregistrements et œuvres vidéo	Comité national d'éthique des arts du spectacle
Loi sur la promotion du tourisme	Machines pour casinos et leurs parties	Ministère de la culture et des sports
Loi sur la protection des œuvres culturelles	Œuvres culturelles	

11. Ministère de la défense nationale

Loi	Produit visé	Organisme administratif compétent
Loi spéciale concernant le secteur de la défense	Articles militaires	Ministère de la défense nationale

12. Service de la police nationale

Loi	Produit visé	Organisme administratif compétent
Loi sur la détention d'armes à feu, d'armes blanches, d'explosifs, etc.	Armes à feu, armes blanches et explosifs	Service de la police nationale

13. Ministère de l'environnement

Loi	Produit visé	Organisme administratif compétent
Loi sur le contrôle des produits chimiques toxiques	Substances toxiques	Administrations locales, bureaux de gestion de l'environnement ou bureaux régionaux de gestion de l'environnement
	Substances chimiques	Ministère de l'environnement
Loi sur la préservation de l'environnement naturel	Animaux et végétaux nuisibles à l'écosystème	Bureaux de gestion de l'environnement ou bureaux régionaux de gestion de l'environnement
	Espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction	
Loi sur la gestion de l'eau potable	Eau en bouteille, produits chimiques pour le traitement de l'eau et conditionnements	Bureaux de gestion de l'environnement ou bureaux régionaux de gestion de l'environnement

Loi	Produit visé	Organisme administratif compétent
Loi sur le contrôle des déchets	Déchets	Coopérative coréenne de l'industrie du cuivre Fédération des coopératives de l'industrie coréenne des métaux non ferreux Bureaux de gestion de l'environnement ou bureaux régionaux de gestion de l'environnement
Loi sur le contrôle du bruit et des vibrations	Véhicules automobiles, etc.	Institut national de recherche environnementale
Loi sur la préservation de l'atmosphère		

14. Ministère de la construction et des transports

Loi	Produit visé	Organisme administratif compétent
Loi sur les véhicules automobiles	Véhicules automobiles	Ministère de la construction et des transports
Loi sur les machines de construction	Machines de construction	Ministère de la construction et des transports

15. Administration fiscale

Loi	Produit visé	Organisme administratif compétent
Loi sur la taxation des boissons alcooliques	Boissons alcooliques	Bureaux fiscaux de district
